

LA CONFÉRENCE DE BANDUNG

La Conférence
de Bandung
est la première initiative
prise depuis
la Conférence de Rio *,
tenue en juin 1992,
en matière de forêt
et d'environnement.

Bandung initiative for global partnership in sustainable forest development

17-20 février 1993

Jean-Guy BERTAULT, Ingénieur de recherche au CIRAD-Forêt
Chef du Projet STREK

Plus de 200 personnes provenant d'environ 25 pays ont participé à cette conférence, sponsorisée par la F.A.O. *, les milieux d'affaires américains, particulièrement le secteur pétrolier, et I.F.C. * qui regroupe l'ensemble des syndicats indonésiens de la filière bois.

LE CIFOR

La création du CIFOR à Bogor, citée par le Président Suharto lui-même ainsi que par de nombreux orateurs, suscite de nombreux espoirs. Avec la présence de son nouveau directeur J. SAYER, accompagné de B. BENGTSOON, J. SPEARS et R. PALMER, le CIFOR a donc fait une première apparition à cette conférence. A cette occasion, Mr Warton KADRI, Directeur général de l'A.F.R.D. *, a proposé officiellement comme base-terrain la station de Wanariset en Est-Kalimantan où les aspects reboisements (génétique, techniques de pépinière, mycorhizes, botanique, sols) sont étudiés.

Placée sous le patronage de trois ministres, pas moins (Forêt, Environnement, Tourisme) et présidée par le Pr Otto SOEMARWOTO de l'Université Padjadjaran de Bandung, éminence scientifique indonésienne reconnue internationalement, cette réunion s'est inscrite dans le droit fil de celle de Rio avec, comme objectif principal, la mise en œuvre des dispositions préparatoires d'Action 21, focalisée sur la composante forêt du domaine plus vaste que constitue l'environnement.

Après l'ouverture officielle par le Président SUHARTO, les travaux de cette conférence se sont partagés entre Jakarta, le 17 février, et Bandung du 19 au 20, agrémentés par un voyage faisant découvrir aux congressistes les jardins botaniques réputés de Bogor et Cibodas, le 18 février. La quasi-totalité des Organisations Internationales et des Agences de coopération était représentée à cette conférence avec une première apparition très remarquée du CIFOR.



Un paysage profondément modifié en moins d'un demi-siècle par une agriculture toujours à la recherche de nouveaux espaces. Que restera-t-il des forêts tropicales dans un autre demi-siècle ?

A landscape radically modified in less than half a century by farmers constantly seeking fresh land. What will remain of the tropical forests half a century from now ?

* Conférence des Nations Unies pour l'Environnement et le Développement (CNUED).

* Food and Agriculture Organization.

* Indonesia Forestry Community.

* Agency for Forestry and Research Development.

AMBIANCE

Les débats ont été lancés à Jakarta par le ministre malaisien des Industries primaires Lim Keng Yaik sur un ton très vigoureux, rappelant, aux protagonistes traditionnels de ce genre de débat, les positions habituelles : au Nord, les pays accusateurs mais grands prédateurs de l'environnement avec des émissions massives de CO² dues « à la société de consommation propre aux pays de l'Ouest » et dont les forêts seraient dans un état préoccupant ; au Sud, une volonté de développement assise sur une mise en valeur rationnelle de ses ressources naturelles, récusant les affirmations de dégradation de son milieu et le principe d'ingérence dans ses affaires. Les hommes politiques n'ayant pas fait le déplacement à Bandung, cette vision un peu manichéenne n'a pas résisté au charme de cette ville si accueillante et les bonnes relations que les scientifiques du Nord et du Sud ont tissées entre eux, depuis de nombreuses années, ont permis aux débats de se dérouler dans une excellente atmosphère.

FAITS SAILLANTS DE LA CONFÉRENCE

L'enjeu politique représenté par les forêts tropicales sur l'échiquier international

Après Rio, un sentiment d'inachevé a prévalu, dicté par l'absence de mesures concrètes mettant en œuvre la déclaration sur les forêts. Cette absence d'initiatives est mise actuellement à profit par des pays du Sud particulièrement désireux d'assurer leur développement économique basé sur une utilisation rationnelle de leurs ressources forestières. Les leaders sont sans conteste, dans ce domaine, la Malaisie et l'Indonésie qui ajoute, au volet économique, une dimension politique que lui confère son récent accès à la présidence du Mouvement des Pays Non Alignés. Par ailleurs, ces deux pays sont les deux principaux producteurs de bois d'Asie du Sud-Est, rassemblant près de 20 % des ressources forestières tropicales de la planète et fournissant près de 80 % des produits forestiers de la région. L'un des obstacles majeurs qui entravent l'essor de la filière bois est l'image de mauvaise gestion qui est associée aux forêts tropicales. Il apparaît donc nécessaire aux yeux des pays producteurs, parallèlement aux efforts consentis dans le domaine d'une gestion durable, de mettre en place des stratégies de communication expliquant leur démarche et de préserver ainsi leur accès au marché des pays développés. Cette conférence a montré une fois de plus que la forêt constitue un thème très cher aux défenseurs de l'environnement. Mais la distance reste grande entre les milieux scientifiques, où les chercheurs du Sud et du Nord expriment depuis longtemps une cohésion de pensée, et le monde politique qui ne l'a pas encore trouvée et cherche une solution dans l'idée de partenariat.

Le concept de partenariat

C'est sans doute l'expression qui a été la plus utilisée pendant la conférence : une confirmation pour certains, l'émergence pour d'autres, d'un « global partnership » devant prévaloir dans l'approche de la problématique forestière où les vaines querelles de recherche de responsabilités doivent laisser place à un esprit participatif plus positif. Si cette expression exprime bien l'idée de partenariat et de solidarité dans la responsabilité de gérer les forêts tropicales, exprimée par les scientifiques, la traduction commerciale de cette approche implique comme corollaire un lien indissociable entre les forêts boréales, tempérées et tropicales, avec pour conséquence des contraintes identiques donnant ainsi un droit d'accès équitable au marché. Un exemple en est donné par une proposition d'étendre le domaine de compétence de l'O.I.B.T. * au marché des bois des pays tempérés. L'idée de subordonner la commercialisation des bois tropicaux à l'octroi d'un label vert, pendant que les bois des autres pays en seraient dispensés, engendre chez les pays producteurs du Sud un sentiment d'injustice et de pénalisation sur le plan économique.

* Organisation Internationale des Bois Tropicaux.

BANDUNG INITIATIVE FOR GLOBAL PARTNERSHIP IN SUSTAINABLE FOREST DEVELOPMENT

We, the participants of the Global Forest Conference in Bandung, Indonesia, 17-20 February 1993, pledge our commitment towards achieving the conservation and sustainable development of global forests by :

- Recognizing that global partnership is essential to realize the potential of forests to make increased contribution to meet basic socio-economic and environmental needs,
- Considering that the conservation and sustainable development of global forests involve harmonizing complex relationships between socio-economic, cultural, and environmental dimensions,
- Building on the agreements reached at the Earth Summit held in Rio de Janeiro, Brazil, 3-14 June 1992, that require conservation and sustainable development of all types of forests,

Call on the world leaders, the Secretary General of the United Nations, governments, heads of the national forest agencies, leaders of the private forest sector, professionals, N.G.O.S *, as well as others concerned with the conservation of global forests, to undertake immediate actions to develop, enhance and strengthen global partnership by :

1. Achieving international trade and financial arrangements that strengthen national capacities to sustain growing investment in forests and conservation of forest's ecological functions,
2. Promoting and expanding efforts to increase the area of forests, to enhance the protection, sustainable management and conservation of all types of forests, and to enlarge the carbon sink of the world,
3. Promoting active participation of all sectors of society in forest-related activities to address the challenge of sustainably meeting basic human needs including food, fuel, shelter and providing social and economic opportunities for an expanding population confronting a shrinking resource base,
4. Promoting human resources development by integrating environmental factors into all forms of education in order to improve the interest and capability of people to advance sustainable forest development,
5. Strengthening global mobilization of scientific research to resolve central problems in the sustainability of forests.

We call upon the existing organizations within the United Nations system and its specialized agencies, scientific and other institutions from around the world to increase their efforts to work towards attaining sustainable forest development.

We appeal to the United Nations Commission on Sustainable Development to accord the highest priority to global forest issues in its agenda, due to the vital role and impact of forests on local, regional and global environments.

We urge the Secretary General of the United Nations to establish an independent World Commission on Forests and Sustainable Development of limited duration to examine international policies and arrangements for advancing forest issues as part of the mainstream of socio-economic development.

We call upon all forest related institutions to consider committing themselves to this Bandung Initiative for Global Partnership in Sustainable Forest Development.

* Non Governmental Organizations.

Le contenu de la conférence

Dix discours majeurs, une présentation de posters et six sessions, ont été tenus sur les thèmes suivants :

- Construction d'un partenariat pour une gestion durable.
- Leçons à tirer du passé.
- Gestion de la forêt pour les générations actuelles et futures.
- Aspects techniques : sylviculture, biotechnologies et systèmes interactifs de gestion de l'information.
- La forêt, agent de développement.
- Gestion du capital génétique en foresterie.

Il serait vain de vouloir résumer ici l'ensemble des contributions. Les thèmes dominants traités ont été les biotechnologies, les cycles du carbone, l'étude de la biodiversité, l'agroforesterie, la part prépondérante jouée par des outils tels que les S.I.G. *, depuis de nombreuses années, et l'utilisation des données radar dans la cartographie des zones forestières humides.

* Systèmes d'Information Géographique.

Le lien entre la ressource et la filière bois

Sur le plan de la compréhension, de la gestion, de la planification de l'écosystème et de ce qu'il génère en aval sous les formes les plus diverses, cette conférence a utilement souligné la nécessité de ne pas dissocier la ressource de son utilisation. Si cette approche n'est pas vraiment nouvelle, il est néanmoins important que ces éléments soient rappelés et que l'on souligne les interactions entre tous les maillons de la chaîne. C'est ainsi que les modalités d'octroi des concessions, les objectifs industriels, les techniques sylvicoles et les systèmes d'aménagement doivent être considérés comme un ensemble.

De plus, il a été rappelé que les propositions sectorielles atteignent très rapidement leur propres limites, si elles ne sont pas conçues dans un cadre beaucoup plus vaste que le seul secteur forestier (approche holistique).

CRÉATION EN FRANCE D'UNE COMMISSION DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Cette commission, rattachée au Premier Ministre, est chargée de définir les orientations d'une politique de développement durable et de soumettre au Gouvernement des recommandations.

Elle contribue à l'élaboration du programme de la France en matière de développement durable, qui doit être présenté à l'arbitrage de la commission du développement durable placée auprès des Nations Unies.

Elle comprend 54 membres nommés pour trois ans renouvelables :

- neuf représentants de l'État ;
- huit représentants des associations (protection de la nature, développement, action humanitaire) ;
- six représentants des collectivités territoriales ;
- dix représentants du monde économique ;
- huit représentants des organisations syndicales ;
- douze personnalités qualifiées, choisies pour leur compétence en matière de développement durable, dont le représentant de la France à la commission du développement durable ;
- le président de la mission interministérielle sur l'effet de serre.

Décret n° 93-744 du 29 mars 1993
paru au Journal Officiel de la République du 30 mars 1993, p. 5610.

CONCLUSION
de la
CONFÉRENCE DE BANDUNG



Un patrimoine naturel d'une biodiversité insoupçonnée et dont les règles de régénération, encore très mal connues, devraient inciter l'homme à la plus grande prudence dans la manipulation d'un écosystème aussi complexe.

A natural heritage of unimaginable biodiversity whose regeneration laws still very imperfectly known, should induce man to exercise the greatest prudence in the management of such a complex ecosystem.

Présenter une requête pour créer, sous l'égide du Secrétariat Général des Nations Unies, une Commission Forestière Mondiale sur la gestion durable

Un texte, constituant un accord acceptable par toutes les parties présentes, intitulé : « **Bandung initiative for global partnership in sustainable forest development** » a été proposé à la clôture de la conférence (cf. p. 66). Ce document demande spécifiquement la création temporaire d'une commission « ad hoc » pour les forêts du monde entier qui dépendrait directement du Secrétariat Général des Nations Unies. Cette proposition est soutenue par un comité présidé par O. ULLSTEN, ancien premier ministre de Suède ; J. GOLDEMBERG, du Brésil ; A. KHOSLA, d'Inde ; O. OBASANJO, du Nigeria ; S. OKITA, du Japon ; S. RAMPHAL, de Guyana ; E. SALIM, d'Indonésie ; M. STRONG, du Canada ; A. UMAFIA, du Costa Rica et N. VORONTSOV, de Russie. Cette commission, qui se voudrait « indépendante », se proposerait de rassembler des données sur l'état des forêts du monde et leur évolution, leur statut foncier, les volets relatifs à la déforestation, la biodiversité, les relations entre l'homme et son environnement, sans oublier les aspects économiques liés à la filière bois. Dans un deuxième temps, des mesures seraient proposées, à mettre en œuvre dans le cadre de la coopération internationale, un rôle majeur devant être joué par les agences des Nations Unies.

Si aucune réaction officielle ne s'est manifestée à la lecture de ce texte, le contenu de ce programme, qui vient empiéter sur le champ traditionnel de nombreuses organisations internationales, est sans doute à l'origine de la discrétion de la plupart de ces agences lors des débats de cette conférence. En outre, comme aucune proposition réellement nouvelle n'a été faite, certaines organisations internationales, qui traitent quotidiennement ces dossiers, préféreraient une redistribution et une clarification des rôles parmi les structures existantes à la mise sur pied d'une nouvelle commission. En outre, de nombreux observateurs ont fait remarquer hors-séance que le fait de créer une structure pour traiter d'un problème spécifique s'est fréquemment soldé par une absence patente d'efficacité et ne diminuait pas la distance toujours croissante entre ces commissions et le terrain où seul peut s'appréhender la notion de gestion durable. Enfin, pour certains forestiers traditionnels qui campent sur la ligne verte forêt-écologie, c'est une nouvelle mainmise des écologistes sur la foresterie, sans l'ajout d'une vision ou de propositions nouvelles.

Si elle a mis en lumière les clivages politiques qui n'ont pas manqué de s'affirmer entre le Nord et le Sud, cette conférence a aussi révélé, sur le plan scientifique, la communauté de vue des chercheurs qui ont montré, durant cette manifestation, ce que peut être un partenariat si avidement recherché par le monde politique. Avoir démontré que les chercheurs, en partageant la même expérience même s'ils venaient d'horizons différents, pouvaient parler le même langage n'est pas la moindre des leçons à tirer de cette conférence de Bandung. ■